

LE LIVRE ROSE, VOLUME III

UN PLAN D'ACTION POUR LES CANADIENNES

CAUCUS LIBÉRAL NATIONAL FÉMININ
OCTOBRE 2009

En tant que présidente du caucus libéral national féminin, je suis fière d'avoir travaillé de concert avec mes collègues du caucus dans le but d'améliorer la qualité de vie des femmes du Canada. Nos efforts ont porté fruit, comme en témoignent le congé parental, le congé pour aidants naturels, la Prestation nationale pour enfants et les autres initiatives mises en œuvre par les gouvernements libéraux précédents pour aider les femmes.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper fait complètement abstraction de la situation des Canadiennes. Déjà aux prises avec des défis quotidiens de plus en plus difficiles à relever, les femmes affrontent aujourd'hui la récession mondiale et les attitudes répressives et rétrogrades du gouvernement conservateur qui ne font qu'envenimer la situation.

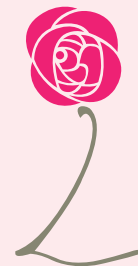
Les Canadiennes méritent mieux que cela. C'est pourquoi le caucus libéral national féminin continue de lutter pour que leurs besoins soient reconnus, malgré un climat politique de plus en plus rétrograde.

Le caucus libéral national féminin est fier de présenter le *Livre rose, volume III*. Les objectifs d'action qu'il renferme s'inscrivent dans la continuité des volumes I et II en faisant valoir et en exprimant les préoccupations des Canadiennes le plus souvent laissées pour compte, surtout par le gouvernement conservateur de Stephen Harper. Ce n'est qu'en reconnaissant l'existence de ces groupes et en luttant pour leur égalité que nous arriverons à éliminer les disparités sexuelles et économiques qui accablent tant de Canadiennes. Dans ses recommandations, le *Livre rose, volume III* s'efforce de mettre le doigt sur les problèmes et de proposer des solutions afin qu'un nouveau gouvernement libéral fédéral parvienne à améliorer la qualité de vie des Canadiennes.

Cordialement,



L'hon. Maria Minna, C.P., députée de Beaches-East York
Présidente du caucus libéral national féminin



Dans le présent *Livre rose, volume III*, le caucus libéral national féminin formule plusieurs recommandations d'action essentielles à l'intention d'un nouveau gouvernement libéral fédéral. Ces recommandations sont le fruit d'efforts déployés de concert avec des Canadiennes des quatre coins du pays pour cerner et tenter d'éliminer les obstacles que doivent affronter beaucoup de femmes dans leur vie quotidienne. Dans nos circonscriptions comme dans notre quotidien, nous continuons d'écouter les femmes dont les commentaires ont été autant que possible intégrés à nos recommandations.

Le *Livre rose, volume III* s'inscrit dans la foulée du travail titanesque réalisé par l'ensemble du caucus libéral national féminin pour rédiger *le Livre rose, volume I* et *volume II*. En incitant un nouveau gouvernement libéral fédéral à adopter ces politiques, nous cherchons à apporter une amélioration réelle et significative à la vie des Canadiennes et des Canadiens. Axées sur des enjeux de toutes sortes, ces recommandations visent certains des groupes les plus négligés du Canada, notamment les travailleuses, les femmes autochtones et les femmes en situation précaire. Ce sont elles, et ce sont toutes les femmes, que le caucus libéral national féminin représente.

Le caucus libéral national féminin demeure déterminé à éliminer la pauvreté, la violence envers les femmes, l'exploitation et les pratiques économiques injustes.

Dans le fond, nous n'avons qu'un seul but : faire notre possible pour aider toutes les femmes du Canada à atteindre les objectifs qui leur tiennent à cœur.

Cordialement,

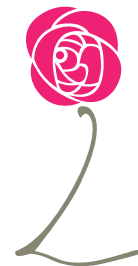


Anita Neville

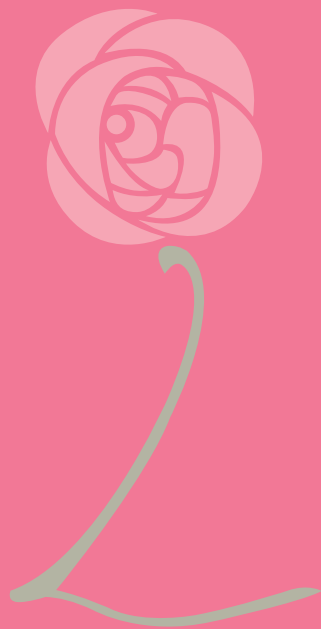
L'hon. Anita Neville, C.P., députée de Winnipeg-Centre-Sud
Porte-parole de l'opposition responsable de la condition féminine

LE LIVRE ROSE : TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	5
Les femmes et l'économie	6
La santé et la sécurité des femmes	8
L'égalité des femmes	9
INTRODUCTION	11
L'inégalité des chances :	
les femmes dans le Canada de Stephen Harper	13
LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE	15
Réduire la vulnérabilité économique des femmes	16
Offrir des logements abordables	18
Promouvoir l'intégration des femmes dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers	19
LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES FEMMES	21
Favoriser la santé des femmes et des familles	22
Les besoins médicaux des familles des membres des Forces canadiennes	22
Les femmes en tant qu'aidantes naturelles	23
La salubrité et la sécurité alimentaire :	
une politique alimentaire complète pour le Canada	24
Prévenir la violence envers les femmes	25
S'engager envers les femmes autochtones	26
Prévenir la violence envers les personnes âgées	27
Lutter contre la traite des jeunes filles et des femmes	27
L'ÉGALITÉ DES FEMMES	29
Lutter pour l'égalité des sexes	30
Respecter nos obligations internationales en matière d'égalité	31
CONCLUSION	33
LE CAUCUS LIBÉRAL NATIONAL FÉMININ	35







LE LIVRE ROSE : RÉSUMÉ

Le Canada peut mener dans un monde en plein changement, mais seulement si nous avons le courage d'agir. Stephen Harper veut nous laisser sur la touche. Nous pouvons faire mieux.

– Michael Ignatieff, le 1^{er} septembre 2009

Le caucus libéral national féminin a entrepris de lutter pour améliorer la qualité de vie des femmes et de leur famille, en consultant des groupes qui œuvrent auprès des femmes afin d'élaborer une série de recommandations de politiques conçues pour aider les Canadiennes. Après la publication du *Livre rose, volume I* (2006) et du *Livre rose, volume II* (2007), déjà engagés dans cette voie, des études et des consultations supplémentaires ont donné lieu à la rédaction du présent document, le *Livre rose, volume III*. Le caucus féminin demeure fermement engagé à favoriser la santé, l'égalité et la sécurité physique et économique des femmes.

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, la situation des femmes se détériore à vue d'œil. La crise économique a envenimé les problèmes auxquels sont confrontées les femmes qui occupent des emplois précaires, élargi le « fossé entre les sexes » dans les emplois non traditionnels et exposé les femmes à des risques accrus de violence familiale et autre. En outre, le gouvernement conservateur refuse de respecter les obligations internationales du Canada en matière de droits de la personne, tandis que sa politique étrangère fait abstraction du besoin d'égalité entre les sexes. À la grande frustration de la communauté internationale, le gouvernement de M. Harper se soustrait à ses responsabilités.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Les femmes méritent mieux que cela. Le caucus libéral national féminin propose au prochain gouvernement libéral fédéral d'examiner les recommandations stratégiques suivantes, afin de réparer les dommages causés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper et d'améliorer la qualité de vie des Canadiennes et de leur famille.

LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE

Le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De collaborer avec les provinces et territoires afin de mettre en place des services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordables, accessibles et de qualité dans tout le pays, notamment des programmes conçus expressément pour répondre aux besoins particuliers des familles rurales.*
- *D'adopter une stratégie fédérale de réduction de la pauvreté afin de régler le problème persistant de la pauvreté chez les femmes.*
- *De mettre en place, en collaboration avec les provinces et territoires, un cadre national de lutte contre la pauvreté chez les Autochtones, assorti d'échéances et d'indicateurs.*



- *De modifier temporairement les règles d'admissibilité à l'assurance-emploi, tant que durera la récession, pour permettre à toute personne ayant travaillé 360 heures de toucher des prestations.*
- *De rendre les travailleuses et les travailleurs à temps partiel admissibles aux prestations spéciales de l'assurance-emploi, y compris au congé parental, au terme de 360 heures de travail.*
- *D'autoriser les travailleuses et les travailleurs indépendants à cotiser aux programmes de prestations spéciales du régime d'assurance-emploi, leur donnant ainsi accès aux prestations de maternité et parentales, de même qu'aux prestations d'aidants naturels.*
- *De mettre en œuvre une augmentation graduelle du Supplément de revenu garanti (SRG) jusqu'à ce que le total du SRG et de la pension de sécurité de la vieillesse atteigne le seuil de faible revenu défini par Statistique Canada.*
- *De mettre en œuvre un régime d'équité salariale réellement proactif, qui donne priorité aux droits de la personne dans le règlement des plaintes.*
- *D'entreprendre une refonte en profondeur du régime de pensions afin de répondre aux inquiétudes concernant les pensions des Canadiennes d'aujourd'hui, y compris celles des femmes exclues de la main-d'œuvre rémunérée.*
- *De mettre sur pied un programme de « pont vers l'emploi » qui assume les six premières semaines de rémunération des immigrantes et des femmes issues des minorités visibles ayant trouvé un emploi, et de développer davantage les programmes d'apprentissage en milieu de travail afin de contribuer à briser les stéréotypes racistes et sexistes.*
- *D'élaborer, en collaboration avec les provinces et territoires, une stratégie d'éducation permanente exhaustive qui donne à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens la chance d'enrichir leurs compétences afin d'améliorer leur compétitivité dans le marché du travail.*
- *De remettre en place le Bureau national de l'alphabétisation et de l'apprentissage afin de faire en sorte que tous les Canadiens, les femmes en particulier, puissent participer pleinement à la prospérité économique de notre grand pays.*
- *De faciliter la mise en place de Centres d'affaires pour femmes, sur le modèle des Centres de services pour les femmes entrepreneures qui existent un peu partout au Canada, afin d'aider les créatrices d'entreprises de tout le pays.*
- *De faciliter la mise en place d'établissements de microcrédit à l'intention des créatrices d'entreprises de tout le pays.*



- *D'élaborer une stratégie nationale en matière de logement qui tienne compte des femmes, notamment les femmes autochtones, les femmes chef de famille, les immigrantes et les réfugiées, les femmes âgées, les femmes handicapées et les femmes ayant un faible revenu bénéficiaires de l'aide sociale.*
- *De favoriser la participation des femmes dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers.*
- *D'élaborer une stratégie coordonnée et des mécanismes de soutien pour inciter les jeunes filles et les femmes à faire carrière dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers, et de reconnaître la nécessité d'intégrer les femmes autochtones et des régions rurales au programme de sciences et technologie.*

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De mettre en œuvre, en collaboration avec les provinces et territoires, une stratégie à long terme pour faire en sorte que le Canada dispose d'ici 2017 d'un nombre suffisant de professionnels de la santé, autochtones notamment, pour répondre adéquatement aux besoins de tous ses citoyens.*
- *D'assumer la responsabilité des soins de santé et des services sociaux prodigués aux proches parents des employés des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada.*
- *De collaborer avec les provinces et territoires pour élaborer une stratégie nationale de soins.*
- *De collaborer avec tous les partenaires concernés afin d'élaborer une politique alimentaire complète pour le Canada comportant un volet garantissant l'accès universel à une eau potable salubre.*
- *D'élaborer un plan d'action national pour lutter contre la violence envers les femmes prévoyant : une formation tenant compte des différences culturelles à l'intention des responsables de l'application de la loi et des magistrats ; un soutien financier accru et à long terme pour les maisons de transition ; des maisons de seconde étape et des refuges sécuritaires pour les femmes sans abri ; et une campagne publicitaire pour sensibiliser le grand public à l'ampleur du problème.*
- *D'augmenter le financement accordé par le gouvernement fédéral à un fonds consacré à l'aide juridique en matière civile, pour que les femmes qui en ont besoin aient accès à l'aide juridique en matière familiale.*

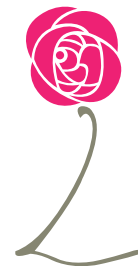


- *D'inaugurer une permanence téléphonique d'urgence à l'intention des femmes victimes de violence.*
- *De modifier les lois existantes sur les crimes motivés par la haine pour y inclure le motif du « sexe ».*
- *De lancer immédiatement une enquête indépendante sur les circonstances entourant la disparition de femmes et de jeunes filles autochtones.*
- *De nommer un commissaire aux personnes âgées chargé de conseiller le Premier ministre sur l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la violence envers les personnes âgées et l'exploitation des personnes âgées et sur d'autres enjeux touchant les personnes âgées, comme par exemple la santé et la sécurité physique et financière.*
- *D'élaborer, en partenariat avec les provinces et territoires, une stratégie nationale pour prévenir la traite des jeunes filles et des femmes ; cette stratégie doit comporter des mesures de prévention, de protection et de justice.*
- *D'adopter une loi visant à aider et à protéger les victimes de la traite de personnes qui se trouvent au Canada sans statut juridique, en légalisant leur statut de résident temporaire. Une telle loi leur faciliterait l'accès au statut de résident permanent et leur donnerait accès aux services sociaux et de santé.*
- *D'inaugurer une permanence téléphonique d'urgence à l'intention des victimes de la traite des personnes, surtout au moment où le Canada se prépare à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.*

L'ÉGALITÉ DES FEMMES

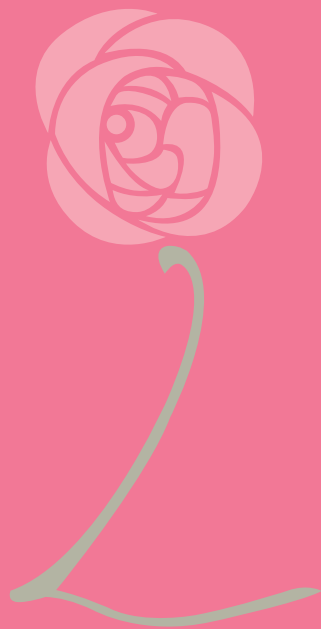
Le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De mettre sur pied un commissariat à l'égalité entre les sexes, responsable de présenter un rapport annuel au Parlement, afin que toutes les lois et les politiques du gouvernement du Canada soient étudiées dans l'optique de l'égalité entre les sexes.*
- *De réaliser une analyse comparative entre les sexes de toutes les lois et politiques du gouvernement fédéral, y compris ses politiques internationales, afin de déterminer dans quelle mesure les politiques gouvernementales touchent différemment les femmes et les hommes.*
- *De mettre en place un mécanisme mesurable et transparent pour surveiller la mise en œuvre des obligations internationales du Canada en matière de droits de la personne.*



- *D'appuyer la création d'un organisme indépendant de défense des droits des femmes, sous l'égide des Nations Unies, pour aider tous les organismes des Nations Unies à tenir compte des différences entre les sexes dans leurs travaux.*
- *De réinstaurer l'Unité de l'égalité entre les sexes de la Direction des droits de la personne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et de soumettre toutes les politiques du ministère à l'analyse comparative entre les sexes.*
- *De revenir aux expressions d'origine dans les politiques étrangères du gouvernement : de « l'égalité des hommes et des femmes » et des « enfants dans les conflits armés », revenir à « l'égalité des sexes » et aux « enfants soldats ».*





LE LIVRE ROSE : INTRODUCTION

Le caucus libéral national féminin lutte depuis longtemps pour améliorer la qualité de vie des femmes et des familles, en leur obtenant notamment le congé parental, le congé pour aidant naturel, des services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants et la Prestation fiscale pour enfants, mis en place par les gouvernements libéraux. Le caucus continue de promouvoir l'égalité et de recommander au gouvernement de rétablir le financement de la recherche et des organismes de lutte pour l'égalité. Il cherche en outre à améliorer le quotidien des femmes autochtones du Canada. Après avoir consulté des organismes qui œuvrent auprès de femmes en situation difficile, le caucus féminin a rédigé le *Livre rose, volume III* dans le but d'améliorer la qualité de vie des femmes par des mesures concrètes et efficaces.

En 2006, le caucus libéral national féminin publiait le *Livre rose : orientations générales pour l'avenir du Canada, volume I*. Par suite des réactions favorables à la perspective et aux propositions qu'on y trouvait, les consultations avec les groupes de défense des droits des femmes se sont poursuivies, pour aboutir à un deuxième tome, paru en 2007.

Au moment de la publication du *Livre rose, volume II*, le Canada jouissait d'une économie florissante : l'exercice 2006-2007 s'est terminé par un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars et, à l'époque, les économistes prévoient encore deux années de croissance continue. Malheureusement, les erreurs de gestion grossières commises par le gouvernement conservateur de Stephen Harper ont anéanti cette solide assise financière grâce à laquelle le Canada aurait pu se prémunir contre la récession mondiale. Les femmes ont particulièrement souffert de la crise. Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel d'aider les femmes à surmonter les obstacles qu'elles affrontent au quotidien, que ce soit la pauvreté, la pénurie de logements abordables et de places dans les services d'éducation préscolaire et les garderies, l'accès difficile à la formation professionnelle, la menace de violence ou la réalité de la violence.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'a jamais tenu compte des inégalités flagrantes que vivent les femmes de toutes les sphères de la société. Non seulement ce gouvernement refuse-t-il d'appuyer les mesures qui aideraient les femmes à accéder à l'égalité, mais en plus, les politiques de Stephen Harper accentuent et perpétuent les disparités auxquelles sont confrontées les Canadiennes. Depuis 2006, le gouvernement conservateur a annulé les accords précédemment conclus au sujet de l'éducation préscolaire et de la garde d'enfants, refusé l'accès à une véritable équité salariale, aboli le Programme de contestation judiciaire, sabré dans le financement des programmes d'alphabétisation, réduit au silence les organismes de lutte pour l'égalité des femmes et fait la sourde oreille aux critiques d'organes internationaux. En outre, le gouvernement manque de plus en plus à ses engagements envers les femmes autochtones. De toute évidence, le gouvernement de Stephen Harper se moque des besoins des Canadiennes.

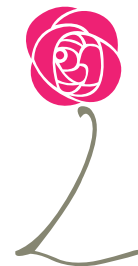


Le caucus libéral national féminin sait qu'en tant que pays, *nous pouvons faire mieux*. Les recommandations du *Livre rose, volume III*, formulées sur la base des idées et des propositions mises de l'avant dans les deux tomes précédents, traduisent cette conviction.

Remarque : Le 7 juin 2009, le chef libéral Michael Ignatieff s'est engagé publiquement, au nom du prochain gouvernement libéral, à examiner toutes les politiques sous la perspective du milieu rural canadien. Un gouvernement libéral devra aussi examiner les politiques du point de vue de l'égalité des sexes. Avant d'être adoptée, toute recommandation du *Livre rose, volume III* devra fait l'objet d'une telle analyse.

L'INÉGALITÉ DES CHANCES : LES FEMMES DANS LE CANADA DE STEPHEN HARPER

- *Les femmes font toujours partie des plus pauvres d'entre les pauvres du Canada. Elles représentent une part disproportionnée de la population ayant un faible revenu : en 2001, elles étaient 2,4 millions, contre 1,9 million d'hommes¹.*
- *Les familles monoparentales ayant à leur tête une femme représentent, et de loin, le type de famille touchant les revenus les plus faibles².*
- *Quel que soit leur niveau de scolarité, les femmes gagnent moins que les hommes. En 2003, le revenu des travailleuses à plein temps atteignait environ 70 % de celui de leurs collègues masculins ayant le même niveau de scolarité³.*
- *Près de la moitié (41,5 %) des femmes célibataires, veuves ou divorcées de plus de 65 ans vivent dans la pauvreté. Malgré une réduction du taux de pauvreté chez les personnes âgées, un grand écart subsiste toujours entre les hommes et les femmes. Les femmes âgées affichent un taux de pauvreté général de 19,3 %, taux qui chute à 9,5 % chez les hommes âgés⁴.*
- *Bien que les inégalités touchent toutes les Canadiennes, leurs répercussions affectent en particulier les femmes autochtones, les femmes handicapées, les immigrantes et les réfugiées, ainsi que les femmes ayant un faible revenu.*
- *En 2001, 17 % des femmes autochtones actives étaient sans emploi ; le taux de chômage était alors de 7 % chez les autres Canadiennes⁵.*
- *Les femmes handicapées sont moins susceptibles d'occuper un emploi que les autres femmes. Selon Statistique Canada, en 2001, à peine 40 % des femmes handicapées faisaient partie de la population active, comparativement à 69 % des femmes non handicapées⁶.*
- *La situation économique des immigrantes et des femmes des minorités visibles est particulièrement grave. Au Canada, ces femmes sont presque deux fois plus susceptibles de toucher un faible revenu que les autres femmes⁷. À cause de la difficulté de faire reconnaître leurs compétences et des stéréotypes racistes et sexistes encore courants dans les milieux de travail, ces femmes ont souvent du mal à trouver des emplois à plein temps.*



¹ AFAI, *Faits saillants sur les réalités économiques des femmes au Canada*, mars 2007

² Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 142.

³ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 147.

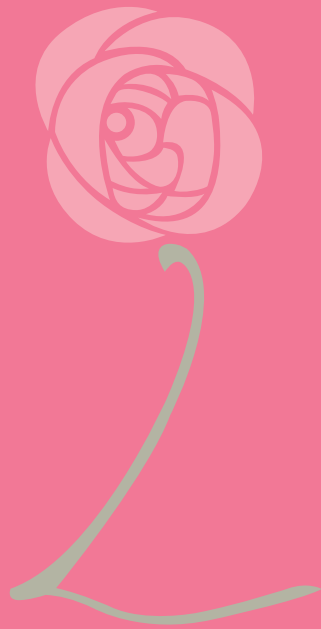
⁴ Statistique Canada. Tableau 202-0802 – n° au catalogue 75-202-XIF, « Personnes ayant un faible revenu avant impôt (prévalence) ». Disponible en ligne à l'adresse <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/famil41a-fra.htm>

⁵ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 211.

⁶ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 308.

⁷ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 267.





LE LIVRE ROSE :
**LES FEMMES ET
L'ÉCONOMIE**

RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le Canada est en pleine récession. Depuis octobre 2008, près de 486 000 emplois à plein temps ont disparu⁸. Comme les femmes gagnent moins et bénéficient d'avantages sociaux moindres que les hommes, elles retombent plus durement que leurs collègues masculins en période difficile.

Les femmes sont sur-représentées dans les emplois à temps partiel et les emplois non conventionnels. Elles représentent environ 7 employées à temps partiel sur 10, proportion qui n'a pas énormément changé depuis le milieu des années 1970⁹. Souvent, ces femmes ont de la difficulté à obtenir des prestations d'assurance-emploi lorsqu'elles en ont besoin. Malgré les longues heures consacrées à leur travail, elles arrivent à peine à joindre les deux bouts, ne sont admissibles à aucun avantage social et obtiennent rarement la sécurité d'emploi. En période de récession, ces risques s'accumulent, obligeant les femmes à assumer une part disproportionnée du fardeau économique.

Les travailleuses autonomes forment une autre part importante de la population active. D'après les plus récentes statistiques, plus de 1 femme active sur 10 au Canada travaille à son propre compte. En 2004, près de 840 000 femmes étaient des travailleuses autonomes¹⁰. Les femmes chefs d'entreprise se butent à de nombreux obstacles, dont la difficulté d'obtenir des capitaux et l'absence d'avantages sociaux. La majorité des femmes propriétaires de petite entreprise gagnent 30 000 \$ ou moins par année ; elles n'ont pas accès à des soins de santé à bon marché, ne bénéficient d'aucune protection en cas d'invalidité, ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi ou de maternité et ne peuvent se payer un régime d'assurance ou de retraite du secteur privé¹¹.

En plein milieu de la pire récession qu'ait connu le Canada, le budget fédéral proposé par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour 2009 ne fait aucun cas de cette réalité. En fait, le budget ne prévoit aucune initiative expressément destinée à aider les femmes : ni augmentation du nombre de places dans les programmes d'éducation préscolaire et les garderies, ni assouplissement des règles de l'assurance-emploi, ni aide au loyer pour compenser la hausse du coût du logement. Les femmes ne peuvent pas non plus compter sur les retombées des 8 milliards de dollars promis pour les projets d'infrastructure. Étant donné que ce fonds vise en particulier les routes, les ponts et autres projets de construction, les emplois créés s'adresseront avant tout aux hommes. « Il n'y a pas de sommes prévues pour l'infrastructure sociale, notamment l'aide sociale, les services d'éducation préscolaire et de garderie, les soins de santé, les soins à domicile – des programmes qui offrent un soutien essentiel aux femmes et où les emplois sont majoritairement occupés par des femmes¹². »

⁸ Statistique Canada. *Le Quotidien*, 4 septembre 2009.


⁹ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 114.

¹⁰ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 115

¹¹ Le groupe de travail du premier ministre sur les femmes entrepreneurs. *Rapport et recommandations*, octobre 2003, p. 92.

¹² Réponse de l'AFAI au budget fédéral 2009, préparé avec la collaboration de Kathleen Lahey, de l'Université Queens, et de Lisa Philipps, d'Osgoode Hall, mars 2009.





Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin s'inquiète des conséquences de la récession sur les femmes. La sécurité économique des femmes est essentielle à l'équilibre de notre société.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De collaborer avec les provinces et territoires afin de mettre en place des services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordables, accessibles et de qualité dans tout le pays.*
- *D'adopter une stratégie fédérale de réduction de la pauvreté afin de résoudre le problème persistant de la pauvreté chez les femmes. Inscrit dans le prolongement des projets déjà entrepris à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, le plan fédéral viendrait soutenir ces initiatives.*
- *De mettre en place, en collaboration avec les provinces et territoires, un cadre national de lutte contre la pauvreté chez les Autochtones, assorti d'échéances et d'indicateurs.*
- *De modifier temporairement les règles d'admissibilité à l'assurance-emploi, tant que durera la récession, pour permettre à toute personne ayant travaillé 360 heures de toucher des prestations. Une telle modification toucherait les emplois à temps partiel, dont la majorité sont occupés par des femmes.*
- *De rendre les travailleuses et les travailleurs à temps partiel admissibles aux prestations spéciales de l'assurance-emploi, y compris au congé parental, au terme de 360 heures de travail.*
- *D'autoriser les travailleurs indépendants à cotiser aux programmes de prestations spéciales du régime d'assurance-emploi, comme le recommande le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes dans son rapport intitulé « Améliorons la sécurité économique des femmes : il est temps d'agir », publié en juin 2007. Les travailleuses indépendantes auraient ainsi accès aux prestations de maternité, parentales et d'aidants naturels.*
- *Pour réduire le fardeau de la pauvreté chez les personnes âgées vivant seules, de prévoir une augmentation graduelle du Supplément de revenu garanti (SRG) jusqu'à ce que le total du SRG et de la pension de sécurité de la vieillesse atteigne le seuil de faible revenu défini par Statistique Canada.*
- *De mettre en œuvre un régime d'équité salariale réellement proactif qui donne priorité aux droits de la personne dans le règlement des plaintes, renversant ainsi la décision de démanteler la législation sur l'équité salariale, inscrite au budget de 2009 du gouvernement conservateur.*



- *D'entreprendre une refonte en profondeur du régime de pensions afin de répondre aux inquiétudes concernant les pensions des Canadiennes d'aujourd'hui.*
- *De mettre sur pied un programme de « pont vers l'emploi » pour permettre aux immigrantes et aux femmes des minorités visibles d'acquérir une précieuse expérience de travail canadienne et éventuellement d'accéder à un emploi à plein temps. Ce programme aiderait les employeurs à défrayer les coûts d'embauche en prenant à sa charge les six premières semaines de rémunération des immigrantes et des femmes des minorités visibles. Le caucus propose en outre de développer davantage les programmes d'apprentissage en milieu de travail afin de contribuer à briser les stéréotypes racistes et sexistes.*
- *D'élaborer, en collaboration avec les provinces et territoires, une stratégie d'éducation permanente exhaustive qui donne à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens la chance d'enrichir leurs compétences afin d'améliorer leur compétitivité dans le marché du travail.*
- *De remettre en place le Bureau national de l'alphabétisation et de l'apprentissage pour que tous les Canadiens, les femmes en particulier, puissent participer pleinement à la prospérité économique de notre grand pays.*
- *De faciliter la mise en place de Centres d'affaires pour femmes afin d'aider les créatrices d'entreprises de tout le pays. Prenant exemple sur les Centres de services pour les femmes entrepreneures qui existent un peu partout au Canada, ces centres offriraient de l'aide technique, du mentorat, des ressources financières et l'accès à des possibilités de mise en marché.*
- *De faciliter la mise en place d'établissements de microcrédit à l'intention des créatrices d'entreprises de tout le pays. Souvent, ces femmes n'ont besoin que d'un peu d'argent pour démarrer leur entreprise, surtout s'il s'agit d'une entreprise à domicile, mais ne répondent pas aux critères des prêteurs conventionnels.*

OFFRIR DES LOGEMENTS ABORDABLES



Le logement est un besoin humain fondamental. Pourtant, sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les femmes ont de plus en plus de difficulté à répondre à ce besoin pour elles-mêmes et pour leur famille¹³. Dans les régions rurales, l'éloignement et l'absence de transports en commun efficaces empêchent souvent les femmes de trouver un endroit adéquat pour se loger dans la limite de leurs moyens. En outre, l'emplacement a de l'importance : on peut parvenir à trouver un logement, mais encore faut-il qu'il soit sécuritaire¹⁴.

¹³ ICREF, *Élucider la problématique de la pauvreté et de l'exclusion des femmes*, 2006, p. 9.

¹⁴ ICREF, *Élucider la problématique de la pauvreté et de l'exclusion des femmes*, 2006, p. 9.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin plaide depuis longtemps en faveur d'une politique coordonnée en matière de logement et a joué un rôle clé dans la création de la première Initiative nationale pour les sans-abri, en 1999.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

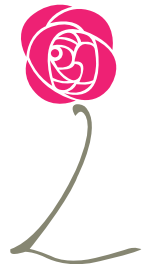
- *D'élaborer une stratégie nationale en matière de logement qui tienne compte des femmes, notamment les femmes autochtones, les femmes chef de famille, les immigrantes et les réfugiées, les femmes âgées, les femmes handicapées et les femmes ayant un faible revenu bénéficiaires de l'aide sociale.*

PROMOUVOIR L'INTÉGRATION DES FEMMES DANS LES DOMAINES DES SCIENCES, DE L'INGÉNIERIE, DE LA TECHNOLOGIE ET DES MÉTIERS

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, le Canada arrive de moins en moins bien à se montrer concurrentiel dans une économie mondiale basée sur le savoir, notamment en raison de la pénurie de femmes dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers. Ces domaines souffrent d'une sous-représentation des femmes. Selon les données du recensement de 2006, par exemple, les femmes ne représentaient que 31 % des scientifiques, 26 % des professionnels de l'informatique, 12 % des ingénieurs et 8 % des personnes de métier.

Cette lacune est attribuable à plusieurs facteurs, dont les stéréotypes sexistes, les déficiences de l'orientation et de l'accompagnement professionnels, le manque de postes d'assistant de recherche et l'insuffisance du soutien financier. On encourage trop rarement les filles à viser une carrière en sciences pures, en technologie ou dans un métier, préférant les orienter vers les sciences sociales et les sciences de la santé. D'après les données de Statistique Canada pour 2004, les femmes occupaient 87 % des emplois d'infirmières et autres thérapeutes du domaine de la santé, 75 % des postes de commis et autres postes d'administration, 65 % des emplois d'enseignement et 57 % des emplois du secteur de la vente et des services.

Le « fossé entre les sexes » qu'on observe dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers donne au Canada un net désavantage par rapport au Royaume-Uni et à l'Union européenne, où des efforts sont déployés dans le but d'éliminer les barrières et d'accroître la participation des femmes dans les secteurs d'emploi non traditionnels.



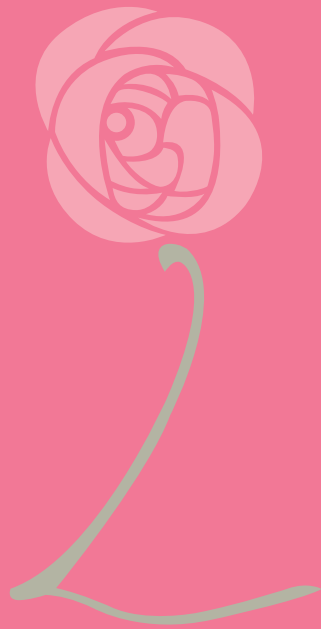


Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin croit fermement que le Canada a besoin d'une stratégie coordonnée à long terme pour éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de pénétrer et de rester dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De favoriser la participation des femmes dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers.*
- *D'élaborer une stratégie coordonnée et des mécanismes de soutien pour inciter les jeunes filles et les femmes à faire carrière dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie et des métiers, et de reconnaître la nécessité d'intégrer les femmes autochtones et des régions rurales au programme de sciences et technologie.*





LE LIVRE ROSE :
**LA SANTÉ ET
LA SÉCURITÉ
DES FEMMES**

FAVORISER LA SANTÉ DES FEMMES ET DES FAMILLES

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les femmes ont du mal à trouver les moyens de prendre soin d'elles-mêmes et de leur famille, une situation envenimée par la récession mondiale. Pour de nombreuses femmes, la simple tâche de trouver un médecin de famille constitue un obstacle majeur. Même si ce sont les provinces qui fournissent les services de santé, le gouvernement fédéral a aussi un rôle à jouer pour faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens aient accès à des soins de santé de qualité.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Selon le caucus libéral national féminin, les femmes jouent un rôle de premier plan en tant que gardiennes de la santé et les efforts qu'elles déploient pour garder leur famille en santé représentent une énorme responsabilité dans leur vie quotidienne.

Pour aider les femmes à avoir accès aux ressources de santé dont elles ont besoin, le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De mettre en œuvre, en collaboration avec les provinces et territoires, une stratégie à long terme pour faire en sorte que le Canada dispose d'ici 2017 d'un nombre suffisant de professionnels de la santé, notamment de médecins et de personnel infirmier, pour répondre adéquatement aux besoins de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens. Au moment d'élaborer cette stratégie, il faudra veiller en particulier à augmenter le nombre de professionnels de la santé autochtones et à fournir le soutien nécessaire pour intégrer les médecins formés à l'étranger. La stratégie doit en outre tenir compte du vieillissement de la population et des soins de santé requis en régions rurales.*

LES BESOINS MÉDICAUX DES FAMILLES DES MEMBRES DES FORCES CANADIENNES



Les membres des Forces armées canadiennes et de la GRC, tout comme leur famille, vivent des tensions particulières qui découlent des services qu'ils rendent à la nation. Les membres actifs des Forces armées canadiennes risquent leur vie et reviennent souvent de leurs missions blessés, physiquement et émotionnellement. Le gouvernement doit faire en sorte que tous les membres reçoivent le soutien dont ils ont besoin, pour eux-mêmes, mais aussi pour leur famille immédiate.

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les membres des Forces armées canadiennes et de la GRC ont accès à des soins médicaux et à des services sociaux aux termes de leur contrat d'emploi, mais leur famille est exclue de ces avantages. Comme les membres des Forces armées canadiennes et de la GRC doivent fréquemment démé-

nager d'une province à l'autre dans le cadre de leurs fonctions, leurs proches parents se retrouvent souvent sans accès fiable à un médecin de famille ou à d'autres services essentiels. Cette situation s'ajoute aux tensions déjà élevées qui affectent la famille.

Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Parfaitement conscient de l'importance des services rendus par les Forces armées canadiennes et la GRC, le caucus libéral national féminin estime que le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour que les membres des Forces armées et de la GRC bénéficient de tout le soutien requis, pour eux-mêmes comme pour leur famille immédiate.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *D'assumer la responsabilité des soins de santé et des services sociaux prodigués aux proches parents des employés des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada.*

LES FEMMES EN TANT QU' Aidantes Naturelles

En général, ce sont les femmes qui assument le fardeau des soins dans la famille. D'après les données de Statistique Canada, les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de s'absenter de leur travail en raison de responsabilités personnelles ou familiales¹⁵. Résultat, les femmes affichent un degré de stress plus élevé que les hommes dans la gestion de leur temps et assument encore la majeure partie du travail non rémunéré effectué à domicile, en particulier les soins prodigués aux parents et enfants malades ou infirmes. En 2005, les hommes consacraient en moyenne 2,5 heures par jour à des travaux domestiques non rémunérés, contre 4,3 heures pour les femmes¹⁶.

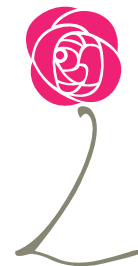
Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin croit que les familles, les femmes en particulier, ont besoin de répit. Les femmes sont les plus nombreuses à essayer de trouver un équilibre entre le travail, les responsabilités d'aidantes naturelles, leurs besoins émotifs et leur propre santé ; pour y arriver, elles ont besoin d'un soutien accru de leur gouvernement fédéral.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De collaborer avec les provinces et territoires pour élaborer une stratégie nationale de soins.*

¹⁵ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 113.

¹⁶ ICREF. *Les nouvelles politiques fédérales relatives à l'égalité des femmes : l'épreuve de la réalité*, novembre 2006 – no 8.



LA SALUBRITÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE COMPLÈTE POUR LE CANADA

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les Canadiennes et les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de la salubrité des aliments consommés par leur famille. Depuis la déréglementation de l'industrie de l'inspection alimentaire, décidée par le gouvernement conservateur, on observe davantage de défaillances d'inspection, comme en témoigne la vague tragique de listériose survenue en 2008, et les rappels de divers produits, comme le beurre d'arachides ou les épinards, sont plus fréquents. Ces événements montrent à quel point il est important de protéger les consommateurs contre les faiblesses de la chaîne d'innocuité alimentaire qui peuvent s'avérer fatales.

Les producteurs agricoles canadiens souscrivent à un système d'approvisionnement alimentaire fournissant aux citoyens des aliments sains et salubres. Le 1^{er} juin 2009, dans une communication présentée au sous-comité de la Chambre des communes sur la salubrité des aliments, le Syndicat national des cultivateurs affirmait ce qui suit : [TRADUCTION] « En tant qu'intendants des terres et de l'eau, nous prenons très au sérieux notre responsabilité de faire en sorte que les aliments que nous produisons nourrissent la présente génération, mais aussi les suivantes. Nous nous efforçons d'adopter des pratiques agricoles sûres et viables et nous accueillons favorablement toute réglementation conçue pour nous aider à atteindre ces objectifs. » Tout effort pour améliorer le système actuel doit se faire en étroite collaboration avec les producteurs agricoles et les autres intervenants ruraux.

Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Selon le caucus libéral national féminin, la salubrité des aliments est un enjeu complexe qui englobe aussi bien les enfants qui meurent de faim qu'une planète qui meurt de faim, et qui nécessite des solutions complexes mettant à contribution tous les ministères, tous les pouvoirs publics et tous les secteurs de la société.



Une politique alimentaire complète pour le Canada doit tenir compte de l'importance grandissante accordée aux aliments de source locale, de l'augmentation des frais de transport, de notre degré d'autonomie alimentaire et de la viabilité des pratiques agricoles et de pêche actuelles. Elle doit en outre prendre en considération le développement international éthique, les pratiques de commerce équitable, les besoins de nos peuples autochtones et de nos travailleurs migrants, l'industrie alimentaire et, surtout, la santé des Canadiennes et des Canadiens.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De collaborer avec tous les partenaires concernés afin d'élaborer une politique alimentaire complète pour le Canada comportant un volet qui garantit l'accès universel à une eau potable salubre.*

PRÉVENIR LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, les femmes sont de plus en plus exposées aux risques de violence familiale et d'autres types de violence. D'après certaines informations récemment relayées par la presse, la crise économique contribue à la hausse du nombre de femmes victimes de violence. Par exemple, un récent article de journal citait la directrice générale des Catholic Family Services de la région de Durham (Ontario), qui déclarait que les renvois pour cause de violence familiale avaient progressé de 24 % durant les trois derniers mois de 2008¹⁷. Statistique Canada révèle que les femmes risquent beaucoup plus de se faire tuer par leur époux que les hommes par leur épouse. En 2004, le taux d'homicides entre conjoints dont la victime était une femme a été cinq fois plus élevé que le taux correspondant pour les hommes¹⁸. Par ailleurs, les femmes sont plus susceptibles que les victimes de sexe masculin d'être blessées et de subir des actes de violence graves et répétés¹⁹.

Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin, pour qui la violence envers les femmes a toujours été une priorité, s'inquiète de cette tendance. Le caucus reconnaît que la violence envers les femmes est un problème social persistant et très répandu qui touche des milliers de Canadiennes et leurs enfants.

Le caucus libéral national féminin est convaincu qu'on ne pourra venir à bout de cette violence à moins que tous les pouvoirs publics ne s'unissent dans un effort puissant et concerté. Certaines mesures peuvent susciter des changements considérables si le gouvernement fédéral les adopte dès maintenant.

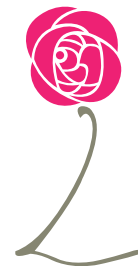
C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *En collaboration avec les provinces et les territoires, d'élaborer un plan d'action national pour lutter contre la violence envers les femmes qui comprendra : une formation tenant compte des différences culturelles à l'intention des responsables*

¹⁷ The Toronto Star, « Domestic abuse on rise as families try to cope with recession », 14 avril 2009.

¹⁸ Statistique Canada. *Le Quotidien*, 6 octobre 2005.

¹⁹ Statistique Canada. *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p.174.



de l'application de la loi et des magistrats ; un soutien financier accru et à long terme pour les maisons de transition ; des maisons de seconde étape et des refuges sécuritaires pour les femmes sans abri ; et une campagne publicitaire pour sensibiliser le grand public à l'ampleur du problème.

- *D'augmenter le financement accordé par le gouvernement fédéral à un fonds consacré à l'aide juridique en matière civile, pour que les femmes qui en ont besoin aient accès à l'aide juridique en matière familiale.*
- *D'inaugurer une permanence téléphonique d'urgence à l'intention des femmes victimes de violence.*
- *De modifier les lois existantes sur les crimes motivés par la haine pour y inclure le motif du « sexe ».*

S'ENGAGER ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES

En 2004, 41 % des victimes autochtones de sexe féminin ont dit qu'elles avaient été battues, étranglées, agressées sexuellement ou menacées, ou qu'une arme à feu ou un couteau avait été utilisé contre elles, alors que c'était le cas de 27 % des victimes non autochtones de sexe féminin²⁰. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Stephen Harper, la violence subie par les femmes autochtones s'est encore aggravée.

Selon un rapport publié dernièrement par l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), on compte 520 femmes et jeunes filles autochtones victimes de meurtre ou disparues au Canada depuis 1970. Il est inacceptable qu'aucune mesure n'ait été prise à cet égard. En mai 2009, les députés libéraux ont demandé au Premier ministre d'ouvrir une enquête publique sur les circonstances entourant ces meurtres et ces disparitions. À ce jour, le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'en a rien fait. Le caucus libéral national félicite les gouvernements provinciaux qui ont mis sur pied une unité spéciale chargée d'enquêter sur la disparition de ces femmes et jeunes filles autochtones, mais l'enjeu relève aussi des pouvoirs publics nationaux. Le gouvernement fédéral doit absolument réagir et mener sa propre enquête.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin se soucie grandement des situations de détresse que vivent les femmes autochtones du Canada.

²⁰ Statistique Canada, *Femmes au Canada, rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, mars 2006, p. 171.

Le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *D'ouvrir immédiatement une enquête publique en profondeur sur les disparitions et les meurtres de 520 femmes et jeunes filles autochtones.*

PRÉVENIR LA VIOLENCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES

Dans notre société, les personnes âgées ont le droit de vivre sans menace de violence physique, de négligence ou d'exploitation. Malheureusement, ce droit n'est pas toujours respecté. On estime qu'au Canada, 4 à 10 % des personnes âgées subissent une quelconque forme de violence. Ce problème demeure cependant en grande partie caché. On croit en effet que les cas déclarés ne représentent que la pointe de l'iceberg. Selon beaucoup d'experts en la matière, les victimes craignent souvent les représailles ou ont trop honte de ce qui leur arrive pour se plaindre de la violence qu'elles subissent.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De nommer un commissaire aux personnes âgées chargé de conseiller le Premier ministre sur l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la violence envers les personnes âgées et l'exploitation des personnes âgées et sur d'autres enjeux touchant les personnes âgées, comme par exemple la santé et la sécurité physique et financière.*

LUTTER CONTRE LA TRAITE DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES

Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, la traite des jeunes filles et des femmes reste un problème grave. La traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle comporte des dimensions aussi bien internationales que nationales. Dans ses différentes formes, la traite peut faire appel entre autres à la menace ou à l'utilisation de la force, d'enlèvements, de fraude, de supercherie et d'abus de pouvoir. La traite est devenue une industrie de plusieurs milliards de dollars basée sur l'exploitation sexuelle de milliers de femmes et de jeunes filles provenant de l'Europe de l'Est, de l'Asie du Sud-Est et d'autres régions, et vendues à des propriétaires de maisons de prostitution, de salons de massage et de boîtes de striptease.



Le racisme, le sexisme et la pauvreté rendent les femmes autochtones extrêmement vulnérables au trafic. Recrutées dans les réserves, les jeunes femmes autochtones sont emmenées dans des grands centres urbains comme Vancouver, Winnipeg, Saskatoon, Regina, Edmonton et Calgary²¹.



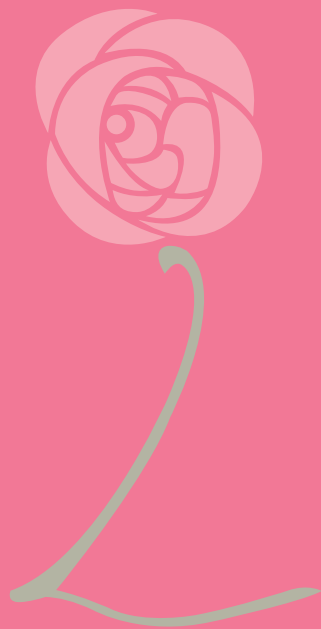
Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin croit que les jeunes filles et les femmes du Canada doivent avoir la possibilité de vivre à l'abri de l'exploitation sexuelle.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *D'élaborer, en partenariat avec les provinces et territoires, une stratégie nationale pour prévenir la traite des jeunes filles et des femmes ; cette stratégie doit comporter des mesures de prévention, de protection et de justice. L'initiative doit nécessairement prévoir une augmentation du financement accordé aux provinces et aux territoires pour le soutien des jeunes filles et des femmes victimes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle.*
- *D'adopter une loi visant à aider et à protéger les victimes de la traite des personnes qui se trouvent au Canada sans statut juridique, en légalisant leur statut de résident temporaire. Une telle loi leur faciliterait l'accès au statut de résident permanent et leur donnerait accès aux services sociaux et de santé.*
- *D'inaugurer une permanence téléphonique d'urgence à l'intention des victimes de la traite des personnes, surtout au moment où le Canada se prépare à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.*



²¹ Chandra Pasma (19 mars 2009). « Human trafficking: an uncomfortable reality », *Catalyst*, vol. 32, n° 1, hiver 2009.



LE LIVRE ROSE : L'ÉGALITÉ DES FEMMES

LUTTER POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Par une série de mesures rétrogrades, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a scandaleusement freiné la progression de l'égalité des sexes au Canada. Qu'il suffise de mentionner l'abolition du Programme de contestation judiciaire, le muselage des organismes de lutte pour l'égalité des femmes, ou encore l'élimination du mot « égalité » du programme en faveur des femmes de Condition féminine Canada.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux.

Même si la lutte pour l'égalité ne peut reposer entièrement sur les épaules du gouvernement, le caucus libéral national féminin croit que le gouvernement du Canada peut vraiment agir en chef de file à cet égard. Le gouvernement a notamment le devoir de s'assurer que toutes ses politiques, et pas seulement celles qui visent précisément les femmes, soient conçues de façon à n'entraîner aucune conséquence défavorable ou injuste, ni pour les femmes, ni pour les hommes.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De mettre sur pied un commissariat à l'égalité entre les sexes, responsable de présenter un rapport annuel au Parlement, afin que toutes les lois et les politiques du gouvernement du Canada soient étudiées dans l'optique de l'égalité entre les sexes.*
- *De réaliser une analyse comparative entre les sexes de toutes les lois et politiques du gouvernement fédéral, notamment ses politiques internationales, afin de déterminer dans quelle mesure les politiques gouvernementales touchent différemment les femmes et les hommes.*

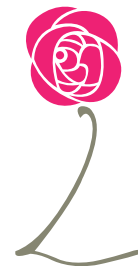


RESPECTER NOS OBLIGATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Stephen Harper, le Canada fait piètre figure quant au respect de ses obligations internationales en matière de droits de la personne. Faisant fi le plus souvent des recommandations issues du Système international des droits de la personne, le Canada voit sa réputation, déjà compromise, se ternir davantage. Les autres pays membres des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et divers comités des Nations Unies s'inquiètent de notre incapacité à honorer nos promesses:

- En septembre 2008, les organisations non gouvernementales (ONG), soutenues par 50 ONG canadiennes, déclaraient ce qui suit [TRADUCTION] : « Nos organisations s'inquiètent grandement de voir s'élargir l'écart entre les engagements pris par le Canada sur la scène mondiale en vue de protéger les droits de la personne et son incapacité d'honorer ces mêmes promesses à domicile²². »
- D'autres comités des Nations Unies²³ ont exprimé des préoccupations en ce sens. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a demandé au Canada [TRADUCTION] « de mettre en place des mécanismes transparents et efficaces, en collaboration avec tous les pouvoirs publics et la société civile, y compris les peuples indigènes, dans le but précis de donner suite aux observations finales du Comité²⁴. »
- Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a réalisé un Examen périodique universel (EPU). Dans sa réponse à l'EPU, finalisée au début de juin 2009, le Canada mentionne les recommandations qu'il entend mettre en œuvre pour améliorer son bilan au chapitre des droits de la personne. Le Canada affirme prendre « des mesures importantes pour corriger les inégalités fondamentales entre les Autochtones et les autres Canadiens », mais sa réponse n'aborde pas spécifiquement l'extrême pauvreté qui afflige les Autochtones.

Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux. Le caucus libéral national féminin croit que le Canada doit respecter ses obligations internationales en matière de droits de la personne, et ce à l'égard de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens.



²² *Promise and Reality: Canada's International Human Rights Implementation Gap*, Présentation conjointe des ONG au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 8 septembre 2008, p. 1.

²³ Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits de l'enfant.

²⁴ *Concluding Observations of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights*, mai 2006

La mise sur pied d'un nouvel organisme des Nations Unies consacré exclusivement aux questions reliées à l'égalité des femmes ferait déjà beaucoup progresser la situation en canalisant la voix des femmes dans leur quête d'égalité. Un nouveau gouvernement libéral fédéral devra aussi se pencher sur la question de l'égalité des femmes et celle du respect à l'échelle nationale des engagements internationaux du Canada en matière de droits de la personne.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De mettre en place un mécanisme mesurable et transparent pour surveiller la mise en œuvre des obligations internationales du Canada en matière de droits de la personne. Ce processus exige la participation du gouvernement fédéral, mais aussi des gouvernements provinciaux et territoriaux, et la collaboration des organisations non gouvernementales.*
- *D'appuyer la création d'un organisme indépendant de défense des droits des femmes, sous l'égide des Nations Unies, pour aider tous les organismes des Nations Unies à tenir compte des différences entre les sexes dans leurs travaux.*

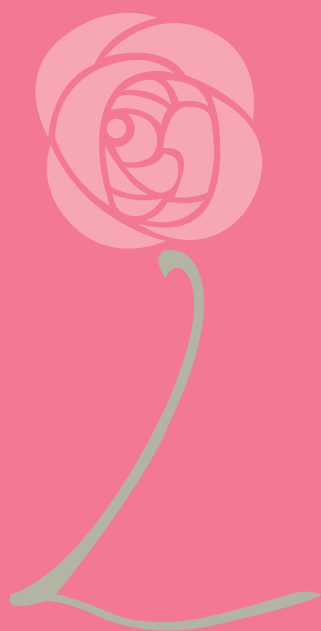
Le gouvernement conservateur de Stephen Harper ne fait pas assez pour inscrire les droits des Canadiennes dans ses politiques étrangères. Autrefois, la Direction des droits de la personne du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international avait confié cette tâche à son Unité de l'égalité entre les sexes, aujourd'hui disparue. À plusieurs reprises, le Canada s'est engagé à examiner l'élaboration de ses politiques sous la loupe de l'égalité entre les sexes : lors de la Conférence de Beijing de 1995 et en signant plusieurs documents internationaux, dont la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il doit respecter cet engagement.



Un gouvernement libéral fédéral peut faire mieux.

C'est pourquoi le caucus libéral national féminin recommande à un nouveau gouvernement libéral fédéral :

- *De réinstaurer l'Unité de l'égalité entre les sexes de la Direction des droits de la personne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et de soumettre toutes les politiques du ministère à l'analyse comparative entre les sexes.*
- *De revenir aux expressions d'origine dans les politiques étrangères du gouvernement : de « l'égalité des hommes et des femmes » et des « enfants dans les conflits armés », revenir à « l'égalité des sexes » et aux « enfants soldats ».*



LE LIVRE ROSE : CONCLUSION

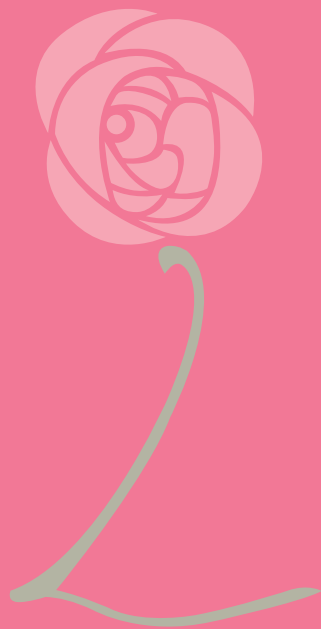
Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Stephen Harper, la situation des femmes ne cesse de se détériorer. Au lieu de promouvoir l'égalité entre les sexes, les politiques de ce gouvernement viennent annuler les progrès réalisés par les femmes depuis plusieurs décennies. Toujours parmi les plus pauvres d'entre les pauvres, les femmes ont beaucoup de difficulté à trouver un emploi, souvent à cause de leur sexe. Celles qui ont la chance d'occuper un emploi gagnent généralement moins que leurs homologues masculins dotés d'un niveau d'instruction comparable. On ne compte plus les études qui démontrent, preuves à l'appui, que les femmes parviennent difficilement à obtenir l'égalité à laquelle elles ont droit. Malgré tout, le gouvernement conservateur de Stephen Harper refuse toujours d'ouvrir les yeux sur ce problème.



En tant que pays, nous pouvons faire mieux. Le Parti libéral du Canada a fait ses preuves en matière de lutte pour les droits des femmes et de mesures concrètes à cet égard, et le caucus libéral national féminin demeure déterminé à travailler au nom de toutes les femmes du Canada afin d'améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Les recommandations du *Livre rose, volume III* forment un programme ambitieux. Le caucus libéral national féminin croit qu'en les suivant, un nouveau gouvernement libéral fédéral peut mener le Canada vers un avenir plus prospère, plus équilibré et plus juste pour tous ses citoyens. Conscient que les changements ne peuvent se produire du jour au lendemain, le caucus libéral national féminin continuera néanmoins à se battre pour faire accepter des politiques susceptibles d'aider les Canadiennes et leur famille, et à œuvrer pour que le Canada retrouve sa place parmi les chefs de file mondiaux en matière d'égalité et de droits de la personne.





LE LIVRE ROSE :
**LE CAUCUS
LIBÉRAL
NATIONAL
FÉMININ**

LE CAUCUS LIBÉRAL NATIONAL FÉMININ

L'hon. Maria Minna, C.P.,
présidente

L'hon. Joyce Fairbairn, C.P.,
vice-présidente

Mme Bonnie Crombie,
trésorière

DÉPUTÉS

L'hon. Carolyn Bennett, C.P.
M^{me} Siobhan Coady
L'hon. Irwin Cotler, C.P.
M^{me} Ruby Dhalla
L'hon. Ken Dryden, C.P.
M^{me} Kirsty Duncan
M^{me} Raymonde Folco
M^{me} Judy Foote
L'hon. Hedy Fry, C.P.
L'hon. Albina Guarnieri, C.P.
M^{me} Martha Hall Findlay
L'hon. Marlene Jennings, C.P.
M^{me} Alexandra Mendes
M^{me} Joyce Murray
L'hon. Anita Neville, C.P.
M^{me} Yasmin Ratansi
L'hon. Judy Sgro, C.P.
M^{me} Michelle Simson
M^{me} Lise Zarac

SÉNATEURS

L'hon. Catherine Callbeck
L'hon. Sharon Carstairs, C.P.
L'hon. Maria Chaput
L'hon. Joan Cook
L'hon. Jane Cordy
L'hon. Lillian Eva Dyck
L'hon. Joan Fraser
L'hon. Jeremiah Grafstein
L'hon. Céline Hervieux-Payette, C.P.
L'hon. Elizabeth Hubley
L'hon. Mobina Jaffer
L'hon. Rose-Marie Losier-Cool
L'hon. Sandra Lovelace Nicholas
L'hon. Pana Merchant
L'hon. Lorna Milne
L'hon. Lucie Pépin
L'hon. Marie-P. (Charrette) Poulin
L'hon. Vivienne Poy
L'hon. Pierrette Ringuette
L'hon. Claudette Tardif